

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° ..... du .....

**ASSURANCE AUTOMOBILE OBLIGATOIRE**  
**DÉLIVRANCE DE CERTIFICATS D'ASSURANCE FRONTIÈRE**  
**PAR L'ADMINISTRATION DES DOUANES ET PERCEPTION DES PRIMES**  
**CORRESPONDANTES**

**DISPOSITIONS COMPTABLES**

**DOCUMENT A ANNOTER**

Néant.

- 1- La loi n° 58-208 du 27 février 1958 et le décret d'application n° 59-135 du 7 janvier 1959 ont institué une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur.

L'article 1<sup>er</sup> de cette loi prévoit notamment que toute personne physique ou morale dont la responsabilité peut être engagée en raison de dommages causés à des tiers par un véhicule terrestre à moteur doit être couverte par une assurance garantissant cette responsabilité.

- 2- Les véhicules en circulation internationale sont soumis aux mêmes règles. Leurs conducteurs devront justifier qu'ils ont satisfait à l'obligation d'assurance en présentant, soit un document justificatif de la souscription d'un contrat d'assurances en France, soit une carte internationale d'assurance dite « carte verte »,

**DESTINATAIRES POUR APPLICATION**

DIFFUSION

G

58

TPG

DS

DD

en état de validité. Les personnes qui ne seront pas munies de ces documents seront invitées à souscrire à leur arrivée en France, au Bureau de Douane, une assurance-frontière.

3- Les dispositions administratives fixant notamment les modalités d'intervention du service des Douanes pour l'application de ces mesures ont fait l'objet de la décision n° 445-4 D/3 du 25 mars 1959, de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, insérée au *Bulletin Officiel des Douanes*, n° 445, du 8 avril 1959.

4- Aux termes de cette décision, les bureaux de Douane ouverts aux opérations de tourisme sont habilités à délivrer des certificats d'assurance-frontière et à percevoir le montant des primes correspondantes.

L'assurance-frontière est valable, au choix des intéressés, deux, sept, ou vingt et un jours; le certificat délivré précise en outre les caractéristiques des véhicules assurés qui sont classés en trois catégories (A, B et C).

5- Les primes sont encaissées par les Receveurs des Douanes pour le compte de la Section d'Assurance-frontière des Sociétés d'Assurances, 42, rue de Clichy à Paris (9°). Elles sont ensuite reversées à cet organisme sous déduction d'un « prélèvement pour frais d'assiette et de perception, dont le taux a été fixé, par un arrêté ministériel en date du 21 mai 1959, à 5 % du montant total des recouvrements.

6- La présente Instruction a pour objet d'exposer les modalités comptables d'imputation et de transfert de ces produits.

\*\*

7- Les recouvrements bruts effectués à ce titre par les Receveurs des Douanes seront pris en recette par ces derniers comptables au compte 33-031 : *Opérations d'encaissements divers pour compte de tiers*, subdivision 2° : *Recouvrements poursuivis par les Receveurs des Régies Financières*, à une nouvelle rubrique intitulée : *Assurance-frontière automobile obligatoire (loi du 27 février 1958)* qu'ils ouvriront manuscritement à la Subdivision précédente sur leurs documents de comptabilité et sur le bordereau mensuel des Recouvrements.

A l'appui de ce bordereau, les Receveurs joindront un état donnant le détail des perceptions effectuées par catégorie de titres délivrés et les numéros de ces titres.

8- Les Receveurs principaux des Douanes ouvriront également cette rubrique sur leur registre 90. Lors de la confection de ce registre, ils effectueront le décompte des frais d'assiette et de perception calculés sur le montant total des recouvrements opérés au cours du mois écoulé par l'ensemble des Receveurs de leur principalité.

Après en avoir porté le montant en déduction des recettes constatées par les Receveurs à la nouvelle rubrique ouverte au compte 33-031 : *Opérations d'encaissements divers...*, ils imputeront ce prélèvement au compte 37-001 : *Recettes diverses à classer et à régulariser*, en attendant que les modalités d'affectation définitive en soient fixées par un arrêté ministériel actuellement en préparation.



Au soutien du registre 90 sera annexé un duplicata du relevé adressé par les Receveurs Principaux des Douanes à la Section d'Assurance-frontière des Sociétés d'Assurances, en exécution des dispositions de la décision administrative n° 445-4 D/3 précitée, relevé reprenant, par catégorie de certificats, le nombre de titres de l'espèce délivrés, les numéros de ces certificats, et faisant apparaître le montant net (déduction faite des frais d'assiette et de perception) des produits encaissés.

- 9- Les Trésoriers-Payeurs Généraux de rattachement après avoir repris globalement dans leurs écritures au compte 33-031 : *Opérations d'encaissements divers...*, Subdivision : *Recouvrements poursuivis par les Receveurs des Régies Financières* le montant des produits ainsi centralisés, verseront mensuellement à la Section d'assurance-frontière des Sociétés d'Assurances, 42, rue de Clichy, à Paris (9<sup>e</sup>), par virement au compte courant postal n° 14-128-61-Paris, ouvert au nom de cet organisme, le montant des sommes nettes lui revenant, ce versement devra être effectué le 10 de chaque mois au plus tard.

La dépense au compte 33-031 sera justifiée dans les conditions habituelles, c'est-à-dire au moyen d'ordres de paiement par virement, revêtus de la mention du virement.

Les duplicata des relevés des certificats d'assurance-frontière seront conservés par les Trésoriers-Payeurs Généraux en vue de faire face à toute demande éventuelle de renseignements.

- 10- Les restitutions de sommes indûment perçues seront effectuées par voie de réduction de recettes au compte 33-031, sur le registre 90 des Receveurs Principaux des Douanes.

#### **Dispositions transitoires**

- 11- En exécution des dispositions de la décision administrative n° 445-4 D/3 de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, les recouvrements déjà effectués à ce titre ont été comptabilisés au compte 37-001 : *Recettes diverses à classer et à régulariser*.

A la fin du mois comptable qui suivra la réception de la présente Instruction, les Receveurs des Douanes transporteront dans leurs écritures ces derniers recouvrements du compte 37-001 au compte 33-031, à la rubrique nouvelle prévue au numéro 7 ci-dessus. Ils comprendront simultanément dans leur caisse, comme pièce de dépense au titre du compte 37-001 la quittance souscrite à cette occasion.

- 12- Toutes instructions utiles seront ultérieurement adressées en ce qui concerne la destination définitive à donner au prélèvement pour frais d'assiette et de perception.

*Pour le Directeur de la Comptabilité Publique,  
et par délégation du Ministre,*

Le Chef de Service :

R. VÉRON.